

## Au Journal officiel du 20 au 26 février 2016

### Au Journal officiel du 20 au 26 février 2016

29/02/2016

#### Au Journal officiel du 20 au 26 février 2016

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.*

##### Au JO du 20 février 2016 :

- LOI n° 2016-162 du 19 février 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;
- Rectificatif : Ordonnance n° 2016-56 du 29 janvier 2016 relative au **gage des stocks** ;
- Décret n° 2016-163 du 18 février 2016 modifiant les **modalités du régime de centralisation du Livret A et du Livret de développement durable**. - *Modification du décret n° 2011-275 du 16 mars 2011 ;*
- Décret n° 2016-164 du 18 février 2016 modifiant le régime de centralisation du livret d'épargne populaire en application de l'article R. 221-58 du Code monétaire et financier . - *Modification du Code monétaire et financier.*

##### Au JO du 21 février 2016 :

- Décret n° 2016-170 du 18 février 2016 relatif à la **procédure d'appel d'offres pour les installations de production d'électricité**. - *Modification du Code de l'énergie ;*
- Décret n° 2016-171 du 18 février 2016 relatif à la **fusion de caisses de base du régime social des indépendants**. - *Modification du Code de la sécurité sociale. - Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au le 1er janvier 2019 (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2016-172 du 18 février 2016 relatif au **fonctionnement du Comité économique des produits de santé**. - *Modification du Code de la sécurité sociale.*

##### Au JO du 23 février 2016 :

- Décret n° 2016-175 du 22 février 2016 relatif à la **carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics**. - *Modification du Code du travail. - Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 3) ;*
- Arrêté du 4 février 2016 portant **création d'un traitement de données à caractère personnel relatif au recensement des établissements Seveso dénommé « Seveso 3 »**. - *Voir également CNIL, délib. n° 2016-008, 14 janv. 2016.*

##### Au JO du 24 février 2016 :

- 
- Décret n° 2016-176 du 23 février 2016 fixant les conditions dans lesquelles est acquittée l'obligation de capacité de transport établie par l'article L. 631-1 du Code de l'énergie . - *Modification du Code de l'énergie* ;
  - Décret n° 2016-177 du 22 février 2016 relatif aux obligations déclaratives afférentes au régime du report d'imposition prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des impôts . - *Modification du Code général des impôts* ;
  - Décret n° 2016-178 du 22 février 2016 **fixant les conditions d'exercice du droit de communication mentionné à l'article L. 102 AE du Livre des procédures fiscales.** - *Modification du Livre des procédures fiscales* ;
  - Décret n° 2016-179 du 22 février 2016 relatif aux modalités d'application de la réduction d'impôt pour mise à disposition d'une flotte de vélos prévue à l'article 220 undecies A du Code général des impôts . - *Modification du Code général des impôts* ;
  - Arrêté du 22 février 2016 modifiant la liste des dispositifs médicaux soumis à un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée en application du b du 2° du A de l'article 278-0 bis du Code général des impôts . - *Modification du Code général des impôts.* - *Ce texte entre en vigueur le 1er mars 2016 (cf. art. 2)* ;
  - Arrêté du 9 février 2016 portant **application des dispositions du titre XXI du livre 1er du Code de procédure civile aux greffiers des tribunaux de commerce** ;
  - Arrêté du 18 février 2016 relatif aux **modes de dépôt ou de transmission des recours, des mémoires, des pièces et des actes de procédure devant la Cour nationale du droit d'asile.** - *Abrogation de l'arrêté du 22 avril 2014* ;
  - Arrêté du 11 février 2016 portant **modification de l'arrêté du 17 mars 2015 fixant le montant du prélèvement sur les ressources de la participation des employeurs à l'effort de construction pour le fonctionnement de l'Agence nationale de contrôle du logement social** ;

À signaler également au titre de ce JO :

- **Conseil d'État, avis nos 394594, 394595 du 10 février 2016** : C. éduc., art. L. 612-6.

#### **Au JO du 25 février 2016 :**

- Décret n° 2016-182 du 23 février 2016 **précisant le régime de publicité des engagements pris par les sociétés en faveur de leurs mandataires sociaux à raison de la cessation de fonctions.** - *Modification du Code de commerce* ;
- Décret n° 2016-183 du 23 février 2016 portant **simplification des procédures administratives relevant de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé dans le domaine des produits de santé.** - *Modification du Code de la santé publique* ;
- Décret n° 2016-185 du 23 février 2016 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2015-1288 du 15 octobre 2015 portant simplification et modernisation du droit de la famille. - *Modification du Code de procédure civile et du Code de procédure pénale* ;
- Arrêté du 15 février 2016 relatif au **modèle de statuts des associations régionales des caisses de mutualité sociale agricole.** - *Abrogation de l'arrêté du 21 février 2002* ;

#### **Au JO du 26 février 2016 :**

- Décret n° 2016-186 du 24 février 2016 modifiant le décret n° 2009-730 du 18 juin 2009 relatif à l'espace de stockage accessible en ligne pris en application de l'article 7 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre

---

2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives. - *Modification du décret n° 2009-730 du 18 juin 2009 ;*

- Décret n° 2016-189 du 24 février 2016 relatif à la **prise en charge par les organismes collecteurs paritaires agréés de la rémunération des stagiaires dans le cadre du plan de formation des employeurs occupant moins de dix salariés.** - *Modification du Code du travail ;*
- Décret n° 2016-190 du 25 février 2016 relatif aux **mentions figurant sur le bulletin de paie.** - *Modification du Code du travail. - Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 2) ;*
- Arrêté du 25 février 2016 fixant les libellés, l'ordre et le regroupement des informations figurant sur le bulletin de paie mentionnées à l'article R. 3243-2 du Code du travail ;
- Arrêté du 24 février 2016 portant **intégration au site internet « service-public.fr » d'un téléservice permettant à l'utilisateur d'accomplir des démarches administratives en tout ou partie dématérialisées et d'avoir accès à des services d'informations personnalisés.** - *Voir également CNIL, délib. n° 2015-411, 12 novembre 2015 ;*
- Arrêté du 10 février 2016 portant déconcentration des procédures d'agrément prévues aux II et V de l'article 156 bis du Code général des impôts . - *Modification du Code général des impôts ;*

À signaler également au titre de ce JO :

- **Conseil d'État, décision nos 390135 du 17 février 2016.** - Annulation de l'arrêté du 27 mars 2015 (taxe sur la vente de produits phytopharmaceutiques) ;
- **Conseil d'État, décision nos 388173 du 17 février 2016.** - Annulation de l'arrêté du 29 décembre 2014 (faculté de choisir le réparateur professionnel) ;

## La Rédaction Législation

© LexisNexis SA